

CONVENCIÓN EUROPEA

SECRETARÍA

Bruselas, 12 de noviembre de 2002 (13.11)
(OR. fr)

CONV 397/02

CONTRIB139

NOTA DE TRANSMISIÓN

de la: Secretaría

a la: Convención

Asunto: **Contribución de D.^a Pervenche Berès, miembro suplente de la Convención**
- "¿Qué objetivo para Europa?"

La Secretaría General de la Convención ha recibido de D.^a Pervenche Berès, miembro suplente de la Convención, la contribución que se recoge en el Anexo.

QUEL EXECUTIF POUR L'EUROPE ?

Cette contribution à la Convention européenne reprend les termes d'un article de Pervenche Berès paru en octobre 2002 dans "Après-demain", revue de la Ligue des droits de l'Homme.

par Pervenche BERÈS

Vice-Présidente du Groupe du PSE au Parlement européen, chargée des relations avec la société civile à la Convention européenne,
Présidente de la Délégation socialiste française
Membre de la Convention européenne

Le caractère original et *sui generis* du système institutionnel de l'Union européenne gêne. Pour le rendre intelligible, la tentation est forte de profiter de la réforme en cours pour le rapprocher de nos configurations nationales séculaires. Dès lors, beaucoup s'interrogent en ces termes : faut-il un gouvernement pour l'Europe ? En raison de la double-légitimité de l'Union européenne, des Etats et des peuples, le législatif et l'exécutif européens se trouvent répartis entre trois institutions (Parlement européen, Conseil et Commission) amenant souvent les pouvoirs à se chevaucher, sans toutefois se confondre. Dans ces conditions on hésite à répondre clairement à la question d'un gouvernement européen, et l'on préfère souvent parler de "gouvernance" pour éviter de s'engager dans des concepts trop marqués. Cependant, au-delà des commodités de langage, une réflexion approfondie doit être entreprise sur les enjeux et la manière de résoudre la question du pouvoir exécutif européen, et finalement celui de sa présidence. Cette question sera au cœur de beaucoup des débats engagés par la Convention européenne. Tentons d'en discerner les pièges et les espoirs afin de proposer un modèle démocratique, efficace et transparent avec une certitude : **si la Convention européenne réussit, c'est qu'elle aura imaginé une réelle alternative pour l'Europe nouvelle qui est en train de se construire. Ni dérive intergouvernementale, ni crispation autour de la méthode communautaire, mais dépassement de cette dernière pour doter l'Union du gouvernement, de l'exécutif dont elle a besoin.** Il en va de la capacité de l'Union à décider, à agir à l'intérieur et à l'extérieur, à exercer un leadership.

I . Comment un exécutif européen est-il possible ?

Quiconque voudrait répondre à la question "qui gouverne dans l'Union européenne ?" se heurte immédiatement à des difficultés pratiques liées au fonctionnement des institutions de l'Union européenne et à sa nature même. La question posée est donc celle du système politique de la nouvelle Europe qui surgira des travaux de la Convention européenne, de la Conférence intergouvernementale qui suivra et de la réunification de l'Europe. Les souverainistes rêvent d'une alliance entre Etats, mais la construction européenne a d'ores et déjà dépassé ce stade. Tout retour en arrière serait irresponsable, et espérons-le, impossible. Certains idéalistes rêvent d'un Etat fédéral européen, mais l'Europe ne se fera pas en ignorant les Etats membres, et en oubliant ce qui demeure le premier espace d'identification et de cohésion pour les citoyens d'Europe. L'Europe de demain est à mi-chemin de ces alternatives extrêmes. On a parlé « d'Union européenne à

compétences fédérales »¹. J'estime, avec les membres du groupe "*Pour un nouveau fédéralisme*" que j'anime, que l'appellation la plus adaptée et la plus juste est celle de « **Fédération des Etats et des peuples** », mettant ainsi le doigt sur la double-légitimité de l'Union. Autour de ce concept, on pourra construire une Europe, non pas à géométrie mais à compétence variable, où se conjuguent des compétences fédérales et nationales exclusives, mais où **l'essentiel des compétences est partagé, leur répartition ne relevant pas d'un catalogue comme le proposent certains, mais de l'application des principes d'efficacité et de proportionnalité ou d'intensité. Dans cet esprit, l'harmonisation ou la coordination selon que l'on est dans des domaines législatifs ou non, sont nécessaires dans les matières ayant des dimensions transfrontalières. Les autres matières relèvent de la reconnaissance mutuelle ce qui suppose parfois des règles de procédure communes pour créer la confiance nécessaire** comme l'a très clairement exposé le commissaire Antonio Vitorino à la Convention². Dès lors, un gouvernement européen n'implique pas un Etat européen, il ne « déterminera et conduira » la politique de l'Europe que là où celle-ci est habilitée à agir. Dans le contexte d'une fusion des trois piliers de l'Union, le gouvernement européen agirait conformément et proportionnellement aux attributions qui lui seront confiées. L'enjeu est en réalité d'imposer la voix de l'Europe unie, en son sein et sur la scène mondiale, par un exécutif commun identifiable et qui, comme l'Europe l'a toujours fait, intervient chaque fois que les objectifs définis nécessitent d'être mis en œuvre par des moyens communs. Mais c'est **parce que l'Union européenne n'est pas un Etat que le processus constitutionnel ne peut ni ne doit être envisagé indépendamment des objectifs qu'elle se donne. C'est la raison pour laquelle la question institutionnelle ne peut pas être posée indépendamment des politiques communes que l'on souhaite mener. Dans le cadre d'un Etat dont l'histoire a défini les éléments de la cohésion et les frontières, le débat institutionnel peut "être mené *in abstracto*, ce n'est pas le cas de l'Union.**

II. Où trouver l'exécutif européen ?

Parmi les idées qui circulent à propos d'un futur exécutif européen, il en est une qui doit, me semble-t-il, être aujourd'hui écartée. C'est celle de **l'élection au suffrage universel direct du Président de l'Union**. Cette proposition, au stade actuel de construction de l'espace public européen me paraît relever de l'utopie non créatrice. Elle n'est d'ailleurs sérieusement proposée par personne dans la Convention. Il faut donc examiner successivement les possibilités de faire émerger un exécutif de la Commission ou du Conseil.

Première hypothèse : le Président de la Commission devient le Président de l'Union

L'approfondissement de la méthode communautaire conduit certains à proposer de faire du Président de la Commission, le Président de l'Union et la Commission, le gouvernement de l'Union. Une telle hypothèse suppose que le Président de la Commission et la Commission elle-même soient en mesure de décider. Avant le traité et le Conseil européen de Nice, deux scénarios étaient envisageables pour organiser cette capacité. Le premier consistait à limiter le nombre de commissaires pour mettre en place une **Commission restreinte**. Cette proposition aurait dû ou pu, avant Nice, être la base inébranlable d'une position franco-allemande. Elle ne l'a pas été. Le résultat, anticipé par la Commission Prodi elle-même dès avant Nice au risque de s'auto-mutiller, conduit à ce que **chaque Etat membre dispose d'un poste de commissaire. Rien n'indique que cette règle**

¹ selon l'expression du Président Valéry Giscard d'Estaing, devant la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen, le 10 octobre 2001.

² Intervention en plénière de la Convention européenne, le 24 mai 2002.

pourra effectivement être remise en question au-delà du seuil actuellement défini de 27 membres¹. Si optiquement elle peut donner l'impression de prolonger ce qui faisait l'essence de la composition de la Commission, y compris avec l'abandon de la règle de 2 commissaires pour les "grands" Etats, dans la réalité de la nouvelle Europe cette règle d'un commissaire par Etat-membre conduit à une dérive de "l'esprit" de la Commission et donc par la même de la méthode communautaire. Dans une Commission de 27 membres ainsi désignés, le risque est grand d'assister à une véritable renationalisation des comportements alors même que, comme l'a indiqué le Président Valéry Giscard d'Estaing, dès l'ouverture des travaux de la Convention, il y sera impossible de procéder à des votes.

L'autre scénario possible consiste à **hiérarchiser les postes de commissaires**. Cette proposition a également échoué à Nice quasiment pour les mêmes raisons que la précédente dans la mesure où elle provoque l'ire des "petits" qui craignent de ne pas disposer dans un tel schéma de "leur commissaire". Cette crainte est réelle et se retrouve y compris chez des pays fondateurs profondément animés par l'esprit communautaire comme la Belgique. Elle est surprenante si l'on veut bien considérer que le fait de venir d'un "petit" pays n'a pas empêché le luxembourgeois Jacques Santer de devenir Président de la Commission, après le veto britannique au ressortissant d'un autre "petit" pays, le belge Jean-Luc Dehaene. On pourrait encore citer Karel Van Miert nommé au poste stratégique de commissaire à la concurrence. Il est **faux de dire que parce que l'on vient d'un petit pays, on ne peut pas exercer des responsabilités clés dans l'Union**. Toutes choses égales par ailleurs, on peut aussi rappeler que dans l'institution la plus fédérale de l'Union, le directoire de la BCE, tous les pays ne sont pas représentés et que l'actuel Président vient d'un "petit" pays. La réalité est sans doute que **l'équilibre entre "petits" et "grands" pays était plus facile dans une Union à 6 ou 15 qu'il ne le sera dans la grande Europe**. Romano Prodi après avoir commis l'erreur de renoncer à une Commission restreinte avant Nice, vient de se déclarer partisan de ce second scénario d'une Commission où des vice-présidents se verraient confier la supervision de blocs de compétences. Cette initiative a fait regretter à certains représentants de "petits" Etats d'avoir tant œuvrer pour conserver "leur" commissaire. Ceci donne une indication du consensus qui pourrait se dégager autour de cette proposition. De plus, quand bien même celui-ci existerait qu'il faudrait **vérifier que les Etats membres acceptent de renforcer les pouvoirs de la future Commission dans les domaines où l'on estime indispensable de développer l'intégration et la capacité de leadership de l'Union. Le point qui articule objectifs de l'Union et dispositif institutionnel mérite d'être débattu.**

En effet, l'un des enjeux majeurs de la présente Convention est de dépasser le stade actuel de la **construction en piliers de l'Union. Si cette architecture byzantine a été inventée à Maastricht c'est parce que c'est celle qui rendait acceptable par les Etats membres des progrès significatifs dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité commune devenue le deuxième pilier, et de la justice et des affaires intérieures devenues le troisième pilier.** L'immense majorité des conventionnels seront d'accord pour progresser, mais il n'y aura pas d'accord pour des communautarisations radicales et cela est vrai pour les trois piliers.

Dans le premier pilier, la méthode communautaire a pleinement joué son rôle quant au volet concurrence du grand marché et de la politique commerciale commune. Elle paraît se heurter à une résistance beaucoup plus grande des Etats membres pour son utilisation quant au volet régulation et solidarité de ce grand marché. Cela a conduit, là où on a tout de même voulu progresser, par l'invention au Conseil européen de Lisbonne de la "méthode ouverte de coordination" (MOC).

Dans le domaine de l'Union économique et monétaire (U.E.M), Pierre Bérégovoy avait le premier proposé la création d'un gouvernement économique qui s'est traduit par la mise en place de l'eurogroupe. L'expression était sans doute malheureuse dans la mesure où elle introduit l'idée qu'un gouvernement pourrait être dans les mains des seuls ministres de l'économie et des finances et que

¹ Article 4.2 du Protocole sur l'élargissement de l'Union européenne, annexé au traité de Nice.

l'on pourrait poursuivre des objectifs économiques en les dissociant des objectifs sociaux. Elle traduisait en réalité la conscience du besoin d'outils institutionnels permettant, outre le contrepoids à la BCE, la coordination des politiques économiques, domaine où la stricte application de la méthode communautaire n'était pas pertinente. Aujourd'hui c'est autour de l'eurogroupe que les Etats membres de la zone euro acceptent d'envisager un renforcement de la coordination de leurs politiques économiques et les propositions se multiplient pour en assurer une présidence plus pérenne permettant y compris d'assurer la représentation externe de la zone euro, et de le doter d'une capacité de décider.

Dans le domaine du second pilier, l'impossibilité d'appliquer strictement la méthode communautaire a conduit à la création de M. PESC parallèlement à l'existence d'un poste de commissaire chargé des relations extérieures. Cette construction a permis des progrès qui ont aujourd'hui atteint leur limite. Elle ne donne qu'une visibilité confuse à l'Union sur la scène mondiale, n'assure pas son expression unique dans les instances internationales comme les Nations Unies et conduit à ce que les outils permettant d'atteindre les objectifs de politique étrangère et de sécurité commune soient entre les mains d'acteurs sinon concurrents, à tout le moins multiples. Last but not least, les progrès dans le domaine de la défense, postérieurs au traité de Maastricht, ont encore accru la complexité des mécanismes.

Enfin dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, l'étape de transition définie à Amsterdam sera bientôt dépassée, mais la question du monopole d'initiative reste pertinente de même que celle de la capacité de l'Union à conclure des accords internationaux dans ces domaines. Ce rapide tour d'horizon démontre d'abord le **décalage qui existe entre les objectifs ambitieux et les mécanismes complexes de contournement de la méthode communautaire** mis en place au fil du temps. Il oblige aussi à constater que, même renforcée, la Commission ne pourra pas être le gouvernement de l'Union, pour la simple raison que les Etats membres n'acceptent pas dans les domaines où l'intégration doit désormais progresser d'utiliser la méthode qu'ils avaient acceptée pour la concurrence. Ils sont pourtant conscients des limites du fonctionnement actuel des piliers, dont la Convention devrait proposer un nouveau stade.

Mais il faut au préalable examiner les propositions visant au renforcement du Conseil.

Deuxième hypothèse : le Président de l'Union est issu du Conseil

L'Assemblée nationale lors de ses Assises sur l'avenir de l'Europe (7 et 8 novembre 2001) avait nourri les réflexions des résultats d'un questionnaire en ligne auquel ont répondu quelque 1.500 internautes¹.

Ce questionnaire faisait apparaître que 75 % des internautes sont favorables à l'instauration d'un gouvernement européen. "Ceux qui sont favorables à cette idée de Gouvernement européen se répartissent de façon à peu près égale entre les trois options proposées : un Gouvernement constitué autour de la Commission européenne (157 voix), du Conseil des ministres (159) et du Conseil européen (219) ». Ces données font donc apparaître une majorité d'internautes français favorable à un gouvernement issu des instances intergouvernementales.

Cette approche est clairement celle des représentants du Conseil européen que sont Jacques Chirac² et José-Maria Aznar³, ce dernier ayant obtenu le soutien de Tony Blair dont l'entourage suggérait même qu'il pourrait être intéressé à titre personnel, et s'inspirent en partie des propositions du rapport du Secrétaire général du Conseil Javier Solana sur la réforme du Conseil⁴ dont le Conseil européen de Séville a retenu quelques éléments de réforme cosmétique.

À la Convention, la majorité n'est pas encore définie même si son Président est à la fois le créateur

¹ [Http://www.assemblee-nat.fr/europe/themes/questionnaire.asp](http://www.assemblee-nat.fr/europe/themes/questionnaire.asp)

² Discours du 6 mars 2002, Strasbourg

³ Discours du 20 mai 2002, Oxford.

⁴ *Préparer le Conseil à l'élargissement*, 7 mars 2002.

du Conseil européen et qu'il doit à cette instance sa désignation à ce poste et avec une incertitude liée à la prise de conscience de **l'inévitable mutation du Conseil permettant au Conseil européen de retrouver sa fonction d'orientation**. Certains à la Convention s'agacent des réformes proposées ou engagées par le Conseil. Ce reproche me semble non fondé dès lors que les réformes entreprises n'interdisent pas à la Convention de proposer des solutions innovantes et globales. Le Parlement européen dès avant le traité de Nice s'est suffisamment inquiété de la capacité du Conseil à s'auto-réformer pour ne pas critiquer celui-ci quand il le fait même si c'est aiguillé par l'existence de la Convention.

Au-delà de cette pression extérieure, **la réforme du Conseil affaires générales est devenue inévitable, le développement des conseils techniques d'une part et d'abord de l'Ecofin et du Conseil européen d'autre part lui ayant fait perdre sa vocation initiale de coordination**.

Le Conseil souffre également du **système de la rotation des résidences** tous les six mois qui :

- conduit à changer d'agenda tous les semestres sans continuité politique. Hier la lutte contre le terrorisme, aujourd'hui l'élargissement ;

- s'accommodera de plus en plus mal de l'existence de compétences communautaires n'engageant pas tous les Etats membres. Quelle est la visibilité d'une présidence de l'Union aujourd'hui exercée par le Danemark non membre de l'euro et avec des réserves de participation aux deuxième et troisième piliers ? La présidence de l'eurogroupe par la Grèce aggrave le byzantinisme ;

- permettra aux Etats membres d'exercer cette présidence une fois tous les 12 ans.

Le **fonctionnement de la troïka** censée compenser les inconvénients du système a trouvé ses limites en particulier dans l'exercice des fonctions de politique étrangère.

Enfin, comme à la Commission, un débat est engagé au Conseil sur **l'inconvénient de la multiplication du nombre de formations ou de portefeuilles**. Il a conduit lors du Conseil européen de Séville à fixer à 9 le nombre de formations.

C'est dans ce paysage global qu'il faut analyser les propositions aujourd'hui qualifiées de « Blair-Aznar » pour modifier le système actuel des présidences. Elles confèrent au Président du Conseil européen un mandat de cinq ans à une personnalité qui ne devrait pas pouvoir occuper d'autres responsabilités politiques dans son propre pays mais qui aurait été membre du Conseil européen et qui serait secondé par une équipe de cinq ou six Chefs d'Etat et de gouvernement présidant les conseils sectoriels. Avec un minimum d'honnêteté intellectuelle, il faut reconnaître que ces propositions cherchent à répondre à de vraies questions. Aucun des éléments de l'analyse ne peuvent être contestés et certains aspects des solutions proposées méritent d'être retenus. **Si les Chefs d'Etat et de gouvernement sont prêts à reconnaître la nécessité de sortir du système des présidences tournantes, de confier la présidence de l'Union à quelqu'un qui exercera cette fonction à temps plein et que l'exercice des compétences au niveau de l'Union doit être restructurée, prenons-les aux mots**. Il nous reste à démontrer et à convaincre que pour être viable et porter l'intérêt commun le système doit émaner d'une légitimité communautaire et **s'organiser autour du dépassement de la méthode communautaire pour aller vers une forme plus gouvernementale**.

Ma conviction est que la recherche du consensus qui sera la règle à la Convention européenne ne pourra trancher cette question de façon binaire. D'ores et déjà, nous devons nous préparer à choisir la meilleure option parmi les compromis possibles. Certains penseront que cette heure n'est pas encore venue. Je pense pour ma part que la synthèse doit être présentée dès maintenant. D'abord parce qu'elle démontre qu'il y a un système possible pour permettre des avancées en terme de contenu. Ensuite parce qu'elle permettrait de crédibiliser les propositions du Parlement européen accroissant sa légitimité d'acteur institutionnel mature sorti du stade de la bataille institutionnelle auto-centrée.

III. Faire naître l'exécutif européen

La proposition qui va être ici présentée s'appuie d'abord sur les travaux de Jean-Louis Quermonne¹. Elle prolonge le système existant en organisant le « dépassement de la méthode communautaire » et en intégrant beaucoup des propositions qui sont sur la table. Pour certains elle apparaîtra comme une provocation parce que trop audacieuse, donnant le vertige. Je pense qu'elle constitue pourtant une des rares pistes si l'on croit encore à l'intégration européenne. Elle aura, si contrairement à ce que je souhaite, l'heure n'est pas encore à une telle évolution, le mérite d'une contribution intellectuelle au même titre que lorsque dès avant le traité d'Amsterdam j'évoquais la scission en deux du Conseil *Affaires générales* aujourd'hui admise par tous et presque en voie de réalisation. **Je plaide donc pour un gouvernement "fondé sur une synergie fortement structurée entre la Commission et le Conseil"**. Il me semble que quelle que soit l'issue du bras de fer entre les deux institutions exécutives, il existe une solution appropriée pour en organiser l'articulation.

Si la Convention européenne veut concilier capacité d'aller de l'avant, efficacité et légitimité, elle devrait arbitrer en faveur **d'un président commun au Conseil exécutif et à la Commission pour être le Président de l'Union**. Pour satisfaire les exigences de démocratie et de double légitimité de l'Union, l'élection de ce président pourrait faire intervenir deux formules alternatives de nature relativement différentes.

La première repose sur la proposition bien comprise de Notre Europe de 1999 visant à **faire de l'élection du Président de la Commission un enjeu de campagne pour les partis politiques lors des élections européennes**. Cette proposition est parfois tirée dans un sens qui trahit l'esprit de ces auteurs lorsqu'elle est considérée comme devant conduire à faire désigner par le Parlement européen le Président de la Commission. Jacques Delors a eu l'occasion de rappeler récemment avec force que ce n'était pas sa proposition et qu'il était contre l'élection du Président de la Commission par le Parlement européen qui le rendrait otage du ou des groupes politiques l'ayant élu.² Il faut revenir à l'esprit d'origine de la proposition en y apportant deux compléments. D'abord le Président ainsi désigné l'est pour exercer la double fonction de Président de la Commission et du Conseil dans sa qualité d'exécutif et il l'est avec les vice-présidents de la Commission. D'autre part, il faut **que la procédure de désignation fasse intervenir un véritable bicaméralisme entre le Conseil européen et le Parlement européen, reflet de la double légitimité de l'Union quitte à prévoir la double responsabilité de la Commission devant le Parlement européen et le Conseil européen**.

La seconde formule réunirait **un Congrès ou des Assises** qui permettrait aussi de manifester la double légitimité en associant des représentants du Parlement européen et des parlements nationaux au lendemain des élections européennes. Cette solution présente, je le mesure, l'inconvénient que des représentants ne sont pas l'institution et qu'il n'est pas certain que les membres du Conseil européen acceptent de déléguer leur pouvoir de nomination à leurs parlementaires nationaux. Elle présente l'immense avantage d'associer les parlements nationaux à un moment politique fort de la vie communautaire. **Ce rendez-vous quinquennal pourrait également être utilisé d'abord pour adopter un contrat de législature que le Président aurait la charge de mettre en œuvre comme tous chefs d'exécutif démocratique et pour lequel le Conseil et le Parlement européen recevraient un mandat en tant que co-législateurs. Enfin, il pourrait ratifier les évolutions de répartition de compétences et les modifications des dispositions non-constitutionnelles du Traité.**

¹ "L'Europe en quête de légitimité", Jean-Louis Quermonne, décembre 2001. Voir également le rapport du groupe qu'il présidait pour le Commissariat général au Plan "L'Union européenne en quête d'institutions légitimes et efficaces", octobre 1999.

² Table ronde organisée par l'Institut européen d'études stratégiques, Paris, 1 juillet 2002.

Dans les deux cas de figure, cette évolution devrait s'accompagner **d'une modification du mode de scrutin des élections européennes** afin qu'il apporte vraiment sa contribution à l'expression de la double légitimité de l'Union. **10 % des députés européens devraient être élus sur la base de listes transnationales, les autres sur des listes régionales.** Cette réforme permettrait de faire vivre l'espace public européen et devrait conduire à la suppression du Comité des régions.

Le président de la Commission ainsi élu aurait la légitimité nécessaire pour prendre la présidence du Conseil (statuant comme exécutif) dans sa formation *affaires générales*. En même temps devrait être élu, pour la même période ou un demi-mandat, 4 ou 5 vice-présidents ayant la confiance du Conseil européen et vocation, en dehors de tout autre mandat, à être responsable notamment des fonctions régaliennes de l'Union (affaires économique et sociale ; liberté, sécurité et justice ; affaires étrangères) et à présider l'ensemble des formations spécialisées du Conseil. Cet ensemble que l'on pourrait appeler non pas directoire ou présidium mais gouvernement de l'Union aurait l'avantage de :

- rendre lisible la double nature du Conseil travaillant avec la Commission dans sa forme exécutive et avec le Parlement européen dans sa forme législative ;
- résoudre la question des présidences tournantes ;
- tenir compte des débats en cours, tant au Conseil qu'à la Commission, sur le nombre de formations ou de blocs de compétences ;
- intégrer dans une structure unique les constructions byzantines du type M. PESC et le Président de l'eurogroupe ;
- tirer les leçons de l'expérience du seul domaine où la Communauté a une vraie capacité de faire entendre sa voix sur la scène internationale, la politique commerciale commune. Lorsque Pascal Lamy intervient à l'OMC, il le fait en ayant reçu un mandat du Conseil avec lequel il négocie et élabore en permanence et avec l'appui du Parlement européen.

Le fonctionnement du triangle institutionnel ainsi rationalisé garantirait la pérennité de la méthode communautaire, le rôle de la Commission (et notamment sa capacité d'initiative dans tous les piliers) tout en assurant une véritable continuité de l'exécutif.

La présidence de l'Union européenne est un enjeu majeur pour la démocratie européenne et pour son efficacité. Elle devra permettre l'existence et l'incarnation du pouvoir politique au niveau européen, contribuer à l'instauration d'un espace public autour des enjeux d'intérêt commun, permettre enfin une représentation personnalisée sur la scène mondiale. Elle est au cœur de toutes les questions institutionnelles : le rôle du Conseil européen, la réforme du Conseil, celle de la Commission, l'association des parlements nationaux, la promotion des élections européennes. Il importe donc de traiter cette question avec l'attention qu'elle mérite. Il faudra pour cela que les partisans du Conseil et ceux de la Commission fassent un pas les uns vers les autres. J'espère avoir contribué ici à définir ce qui pourrait être ce terrain d'entente.